L'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

CHU Bicêtre

Mercredi 02 novembre 2022

Passons à l'offensive !

Celle-ci, Macron ne l'avait pas vue venir : la grève des raffineurs a fait éclater la contestation qui couvait depuis des mois. Et même si le mouvement est suspendu dans plusieurs raffineries, leur lutte n'est pas un coup pour rien. Au contraire, c'est un sérieux avertissement pour Macron et les patrons : l'esquisse d'un mouvement d'ensemble pour imposer une hausse générale des salaires. Les journées de grève et de manifestations des 18 et 27 octobre n'étaient qu'un début.

Le début d'une lutte d'ensemble ?

Depuis des mois, des grèves isolées éclatent pour forcer le patronat à augmenter les salaires face à l'inflation. La grève des raffineurs s'est transformée en bras de fer entre d'un côté Macron et le patronat, de l'autre les grévistes et les salariés qui les soutenaient, malgré la propagande gouvernementale et la pénurie de carburant.
La réquisition des grévistes a provoqué une réaction spontanée de colère, de solidarité… et l'envie de s'y mettre pour régler leur compte aux ministres arrogants et aux patrons qui se gavent depuis des années. Partout c'est la même chose, les négociations dérisoires et les primes bidon, ça suffit : il faut augmenter les salaires ! Quand, en face, un Carlos Tavares, PDG de Stellantis, prétend être un salarié comme les autres avec ses 19 millions d'euros par an, ou un Patrick Pouyanné, patron de TotalEnergies, s'augmente de 52 % en un an. À notre tour de récupérer ce qu'il nous faut pour boucler les fins de mois !

Préparer la suite

La grève dans les raffineries s'achève peut-être, mais la bataille est loin d'être terminée. Des grèves sur les salaires continuent dans plusieurs entreprises. Au point que c'en est devenu un problème politique pour le gouvernement, qui pousse les patrons à négocier boîte par boîte quelques petits réajustements ou quelques primes, afin d'éparpiller la contestation.
À l'inverse, de notre côté, pour préparer les prochaines étapes du mouvement, il faut nous organiser à la base et exprimer nos revendications communes à l'ensemble du monde du travail : par exemple 400 euros d'augmentation pour tous, pas de salaire inférieur à 2 000 euros net et l'indexation de tous les revenus sur l'inflation, en prenant sur les profits des capitalistes.

Notre motion de censure : la grève générale

Parce que ce mouvement a une portée politique, les partis de gauche tentent de canaliser la colère sociale dans des débats parlementaires, mais c'est une impasse. Car sur ce terrain, le gouvernement peut gérer la contestation, par exemple avec le 49.3 grâce auquel Macron et Borne font passer leur budget, farci d'exonérations fiscales pour les entreprises, sans se soucier des milliers d'amendements proposés par la gauche et des heures de discussions à l'Assemblée nationale. Bilan : la gauche en est réduite à se demander s'il faut voter ou non une motion de censure avec les députés du Rassemblement national qui étaient pour la réquisition des raffineurs grévistes et veulent durcir les règles d'allocation chômage. Ce n'est pas ça qui fera reculer le gouvernement. Notre force à nous travailleurs, c'est la grève !

La lutte appartient à ceux qui la mènent

Ce qu'il nous faut préparer, c'est une grève qui s'étende à plusieurs entreprises pour imposer un véritable rapport de force au patronat. Un mouvement d'ensemble coordonné et dirigé par la base, pas par les directions syndicales. Car celles-ci peuvent appeler à des mobilisations, mais aussi les freiner, voire les stopper, comme la CFDT qui a négocié dans le dos des grévistes la reprise du travail dans les raffineries. Même quand elles semblent plus combattives, les directions syndicales ont leurs propres calculs d'appareils. C'est aux travailleurs de décider de leurs revendications et de contrôler leurs grèves.

Une journée de grève interprofessionnelle est déjà prévue le 10 novembre, dont il faut se saisir pour continuer à mobiliser. Mais pour faire reculer le patronat et le gouvernement, il ne suffit pas de journées d'action, il faut une lutte d'ensemble décidée à aller jusqu'au bout.